

Appel à communications :

## **Communs, ONG et crise globale : quelles stratégies mettre en œuvre ?**

Appel : Juin 2022 – Octobre 2022

Colloque international organisé par Susanne Berthier (ILCEA 4), Yves Achille (ILCEA 4) Joseph Dato (ancien PAST UFR Langues et responsable d'Humacoop/Amel - Grenoble, Alain Dontaine et Eric Martin (PAST UFR Langues)

Janvier 2023 – mars 2023

Dans le prolongement de l'ouvrage pluridisciplinaire « Mondialisation et exclusions » rédigé par des chercheurs de l'ILCEA 4 et qui doit paraître pendant l'hiver 2022 aux éditions du CNRS, le présent colloque se propose de rechercher et d'explorer pour la société civile les voies susceptibles de bousculer le statu quo actuel face aux défis économiques, sociaux et écologiques. La conjonction actuelle de ces différents niveaux de crise montre bien qu'il s'agit d'une crise profonde du système d'accumulation actuel. La crise est endogène, inhérente au fonctionnement de la globalisation économique et financière ; elle ne résulte pas de chocs exogènes dus à des phénomènes contingents. Elle sanctionne les dysfonctionnements majeurs d'une régulation – ou plutôt d'une absence de régulation – centrée sur le marché qui aboutit à l'éclatement des sociétés sous l'effet des inégalités de revenus et de patrimoines comme de la détérioration des biens publics. Elle souligne l'impératif de passer à un nouveau mode d'accumulation centré sur la transition écologique et la redistribution économique et sociale. Construire ce « post capitalisme des Communs » suppose la réappropriation de l'État par l'irruption de la société civile sur la scène politique et l'invention de nouveaux rapports à la fois avec l'État, la société (nécessité de rendre des comptes) et le marché. Le but de ce colloque est de tenter de mieux cerner les enjeux du passage à ce nouveau mode d'accumulation à venir, à travers le croisement de regards venant de différents champs disciplinaires. La problématique retenue pourra donc intéresser des chercheurs des différentes disciplines des sciences sociales (économie, sciences politiques, philosophie, anthropologie...) ou des chercheurs en civilisation.

- Le premier axe retenu pour les propositions de contribution porte sur la capacité de la société civile – et particulièrement des ONG – à remédier à ces dysfonctionnements. La montée en puissance de ces acteurs de la société civile en parallèle à l'affaiblissement des États ne s'est pas accompagnée d'une grande efficacité de leur action. D'une part, le contexte de crise actuel les prive des moyens d'intervention dont ils bénéficiaient par le passé. D'autre part, la légitimité qui leur a été conférée par les organisations internationales a eu pour conséquence de les placer dans une course aux financements et à la marchandisation qui entraîne une dégradation de leur image. Enfin, leur instrumentalisation par les États au travers de leur engagement humanitaire accentue les critiques portées à leur encontre et interroge quant à leur aptitude à refléter l'intérêt général. Elles ne sont que très peu démocratiques et transparentes. Les ONG ne constituent actuellement qu'une réponse très partielle aux problèmes d'exclusion. La question se pose donc d'une réforme de leur mode de gouvernance et de leur structuration en réseaux afin d'apporter

des solutions aux problèmes globaux (eau, climat, inégalités...) que les organisations internationales et les États sont dans l'incapacité de réguler.

- Comment construire des dispositifs de surveillance des ONG indépendants et démocratiques ?
  - Comment construire des structurations internationales qui dépassent les oppositions liées à l'idéologie ou aux stratégies de chaque ONG ?
  - Comment rompre totalement avec la logique actuelle qui repose sur la délégation donnée à des tiers, les ONG, pour se donner bonne conscience tout en restant dans l'inaction ?
  - Quels liens développer entre l'action locale portée par les associations, les prises de position politique des mouvements citoyens et les ONG nationales ou internationales ?
  - Comment systématiser les stratégies d'interpellation du pouvoir par les mouvements citoyens et leur donner une plus grande portée ?
- Le deuxième axe s'interroge sur les possibilités de trouver d'autres formes d'action sociale constituant des alternatives au capitalisme qui restent à la fois en phase avec la globalisation mais tentent également d'échapper aux logiques d'exclusion que ce système d'accumulation véhicule. Face à un État soumis aux intérêts privés et incapable de prendre en compte l'intérêt général, la construction collective de communs paraît une proposition séduisante à maints égards. Elle permet de surmonter la crise de représentation par une réappropriation du politique et constitue une réponse qui peut s'affirmer aussi bien au niveau local qu'au niveau global. Les Communs offrent en effet la possibilité d'une reconstruction de la démocratie : réorganiser la société autour de la gestion des Communs permet à la fois la reconquête de libertés et de droits réels pour les individus (droit à l'emploi, au logement...) et la réinsertion du citoyen dans un espace de décision collective démocratique à travers la pratique politique de l'appropriation collective. Le deuxième temps du colloque se propose donc de rechercher les conditions par lesquelles s'élaborera un nouveau régime politique susceptible de reconstruire des biens communs dévastés par trois décennies de fondamentalisme de marché, dans le cadre d'institutions à même d'assurer l'équité, l'intégration sociale et la démocratie. En particulier, les contributions pourront tenter de répondre aux interrogations suivantes :
- Quels sont dans l'environnement actuel les exemples de communs susceptibles de répondre aux défis auxquels nous sommes confrontés ?
  - Quelles sont les difficultés rencontrées et comment y remédier ?
  - Comment dépasser la dimension locale pour construire des articulations à l'échelle nationale et supranationale ?
  - Comment lutter contre la désaffection à l'égard du politique et reconstruire des processus réellement démocratiques à partir des communs ?
  - Comment utiliser les nouveaux modes de communication (réseaux sociaux...) pour contourner la pensée unique façonnée par le système médiatique traditionnel ?

Les propositions de contribution écrites en français devront être accompagnées d'un résumé compris entre 300 – 500 mots et d'un C.V. synthétique d'une page. Elles devront être **envoyées avant le 31 octobre 2022** à [yves.achille@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:yves.achille@univ-grenoble-alpes.fr)

Le comité scientifique examinera ces propositions et donnera ses réponses avant le 15 novembre 2022.

**Localisation :** Centre-ville de Grenoble (salle Juliet Bertho ou maison du tourisme)

**Comité d'organisation :** Susanne BERTHIER, Yves ACHILLE, Joseph DATO, Alain DONTAINE, Éric MARTIN